

L'Union syndicale suisse (USS) exige des hausses générales de salaires de 2 à 2,5% pour l'an prochain

«Rattraper le retard salarial»

SYLVIE DERVEY

Travail ► L'Union syndicale suisse (USS) exige des augmentations générales de salaire de 2 à 2,5% pour 2026. Celles-ci sont nécessaires afin de compenser la hausse du coût de la vie et de rattraper le retard salarial des dernières années, estime la faîtière.

Alors que la productivité a augmenté de 11% ces dix dernières années, les salaires réels ont stagné. Dans de nombreux domaines, le pouvoir d'achat des travailleurs n'est guère plus élevé qu'en 2015, voire inférieur. Certes, des améliorations ont pu être obtenues l'an passé, mais elles ne compensent pas une décennie de stagnation, a indiqué jeudi le président de l'USS, le conseiller aux Etats vaudois Pierre-Yves Maillard, devant les médias à Berne.

Le fardeau des primes

Même si l'inflation a baissé, les loyers et les primes d'assurance-maladie continuent de grever le budget des ménages. En moyenne, une famille avec deux adultes et deux enfants paye 1136 francs de primes par mois, une somme qui devrait encore augmenter, a rappelé David Gallusser, secrétaire central et économiste à l'Union syndicale suisse.

Pour la faîtière, les employeurs doivent participer davantage aux coûts de la santé en assumant une part des primes. Le travail est à l'origine de nombreux problèmes de santé, dont les coûts sont assumés uniquement par les salariés.

L'USS demande donc des augmentations de salaire de 2 à



Un travail à plein temps doit au moins couvrir le minimum vital pour une personne, a souligné Pierre-Yves Maillard. KEYSTONE

2,5%, voire de 3% dans certains secteurs comme celui des banques ou des transports. Il est particulièrement important d'augmenter les salaires des femmes, des collaboratrices et collaborateurs expérimentés, et dans les branches à bas salaires,

Le travail est à l'origine de nombreux problèmes de santé

a souligné la présidente d'Unia, Vania Alleva. Et d'exiger des salaires minimaux corrects, c'est-à-dire au moins 4500 francs. Un travail à plein temps doit au moins couvrir le minimum vital pour une personne, a souligné Pierre-Yves Maillard.

Quant aux titulaires d'un CFC, ils devraient gagner au moins 5000 francs par mois (en 13 mensualités). Un tiers des titulaires de CFC gagnent moins de 5000 francs, et cela ne concerne pas que les personnes qui viennent de terminer

leur formation puisqu'un quart des professionnels qualifiés de plus de 56 ans reçoivent moins de cette somme, a rappelé Vania Alleva. Elle exige également l'introduction d'une compensation automatique du renchérissement dans les conventions collectives de travail.

Malgré les taxes

Selon l'USS, les entreprises peuvent dans l'ensemble supporter les hausses demandées. Certes, les droits de douane imposés par Donald Trump sont durs pour certaines branches et auront un impact important dans certaines entreprises. «Nous allons tout faire pour essayer de soutenir ces entreprises», a assuré Pierre-Yves Maillard, tout en avertissant que ce n'était pas une raison pour laisser stagner les salaires.

Environ 99% de la population active ne sont pas ou guère concernés par les droits de douane américains. Les enquêtes auprès des entreprises montrent que la situation conjoncturelle dans les secteurs épargnés reste globalement bonne à satisfaisante, a complété David Galluser. Et d'ajouter que, même dans l'industrie, la situation reste favorable pour de nombreuses entreprises.

Mettant aussi en avant le retard salarial accumulé ces dernières années et l'augmentation du coût de la vie, la faîtière syndicale Travail.suisse exige également une augmentation des salaires de 2% en moyenne. La Société suisse des employés de commerce a réclamé une hausse similaire. ATS